

Confiance, cohésion, conviction

De nouvelles vertus pour
l'action publique

Jean-Paul Huchon*

* *Président du Conseil
régional d'Ile-de-France*

*« Je ne me sens pas en périphérie, ni de la ville ni de ma vie. Je ne me sens
ni replié, ni pollueur, ni rejeté, ni resquilleur. Je suis un type ordinaire,
ni un héros, ni un salaud, juste un périurbain, comme ils disent. »*

Alias, « Périurbain » *Raconter la vie*

PAR OÙ COMMENCER ?

Qu'attendent les Franciliens de leurs élus ? Dans l'enquête sur les valeurs des Franciliens¹ conduite par TNS Sofres, je vois apparaître deux éléments essentiels.

La qualité de vie. Dans une région comme la nôtre, la vie est plus fatigante, et elle coûte plus cher qu'ailleurs, parce que l'Ile-de-France est dynamique et qu'elle est attractive. C'est le paradoxe : les territoires les plus puissants ne sont pas nécessairement ceux où l'on vit le mieux, et notre premier travail est d'agir pour que le quotidien de tous s'améliore. Dans un tel contexte, le taux de satisfaction à l'égard des services publics en Ile-de-France, qui dépasse les 80 % sur la plupart des items, de l'accès aux transports à la culture en passant par le logement, est extrêmement encourageant. Mais il est aussi presque surprenant, pour

1. Enquête TNS Sofres pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation pour l'innovation politique, en partenariat avec *Le Parisien* et avec le soutien de la Région Ile-de-France. Interviews réalisées par téléphone auprès d'un échantillon de 1 002 personnes âgées de 18 ans et plus représentatif de l'ensemble de la population de la région Ile-de-France. Le terrain s'est déroulé du 26 au 30 août 2013. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et une stratification urbaine et par département.



ne pas dire intimidant. Il montre au fond que les Franciliens ont un jugement équilibré. Ils perçoivent les difficultés, mais ils savent que les résoudre prend du temps.

Les valeurs de société. La gauche et la droite proposent chacune des modèles de société qui s'opposent. Ces visions sont aussi porteuses d'un ensemble de règles qui déterminent notre rapport aux autres – égalité, solidarité, justice, partage, mixité pour ne citer qu'elles, qui sont des valeurs de gauche.

L'enquête montre que les Franciliens sont assez progressistes : ils sont plus ouverts et plus accueillants que la moyenne des Français, manifestent davantage leur attachement à l'égalité femmes-hommes et moins leur inquiétude à l'égard de l'immigration. C'est aussi la conséquence du dynamisme et de l'attractivité de la région-capitale, qui offre aux Franciliens des opportunités de rencontre et de mixité. De même, lorsqu'ils n'acceptent pas le monde tel qu'il est, ils disent d'abord vouloir le rendre meilleur. Le clivage gauche/droite n'a donc pas disparu, et je continue à penser que les Français en général – et les Franciliens en particulier – ne sont pas si déclinistes que l'on veut bien le dire.

En revanche, ce que montre bien l'analyse de Guénaëlle Gault², c'est que la tension entre des systèmes de valeurs n'est plus entièrement recouverte par le clivage gauche/droite. Les mutations économiques, sociales et sociétales ont suscité une individualisation progressive de la société, qui complexifie les attentes et les rapports de force dans la société française. Ainsi, chacun en est venu à construire ses propres valeurs, voire ses propres normes, et voudrait les voir partagées par les autres. Par conséquent, les attentes politiques se sont extrêmement diversifiées.

On ne peut donc s'étonner du fait que 40 % des Franciliens semblent faire état d'un malaise profond dans l'enquête : ils peuvent être satisfaits des services publics qui leur sont offerts, mais cette satisfaction ne prend pas le pas sur leur difficulté à se projeter dans l'avenir, à accueillir les autres, à trouver leur place dans un monde qui, jugent-ils, ne les accepte pas. Au fond, pour une partie de la population, tout se passe comme si le fait de vivre avec les autres, et au milieu des autres, n'allait plus de soi.

2. Guénaëlle Gault, « Franciliens : un portrait qui trouble les lignes politiques classiques », Fondation Jean-Jaurès, 28 février 2014.

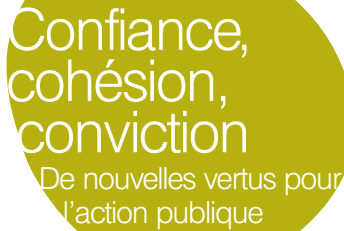


De fait, l'erreur serait de penser que l'on peut améliorer la qualité de vie sans traiter aussi la question des valeurs. Si l'on en croit ce qu'écrit François Miquet-Marty³, pour beaucoup de Français, la clé est même là : la crise que nous traversons est d'abord perçue comme une crise des valeurs de société. Les Franciliens ne disent pas autre chose : pour que la France aille mieux, ils répondent à une écrasante majorité qu'il faut plus de morale, et plus de solidarité. Il faut donc nous attacher à y répondre et, pour ce faire, relever un triple défi.

Un défi *politique*, tout d'abord. Comment rassembler des citoyens et les mobiliser autour d'un projet collectif, dans un contexte où les valeurs sont aussi fragmentées ? Il faut, à mes yeux, regarder tout cela avec une très grande humilité, prendre le temps de l'écoute et de l'échange. D'une génération à l'autre, et parfois même d'un territoire à l'autre, il se joue des mouvements de recomposition de la société, dont la lecture est parfois difficile, et tous n'avancent pas au même rythme. Ces changements sont vecteurs de progrès comme porteurs de fractures, entre les individus, dans les parcours de vie de chacun. On ne peut plus construire un « grand récit » uniquement d'en haut, sur des bases politiques traditionnelles. Il faut aussi regarder la façon dont il se recompose par le bas, et accompagner ce mouvement.

Mais sommes-nous réellement outillés pour le faire ? C'est le deuxième défi, qui est plutôt d'ordre *institutionnel*. Puisque la société s'individualise, on pourrait penser que les réponses politiques à apporter doivent à leur tour s'individualiser. Il s'agirait avant tout d'agir sur les parcours de vie de chacun. Pour une région comme l'Ile-de-France, c'est une difficulté à double titre. D'abord parce qu'elle compte près de douze millions d'habitants. Ensuite parce que l'institution régionale est avant tout une institution qui agit sur les territoires et passe des contrats avec les collectivités. Elle est un fédérateur, un catalyseur d'énergies. En intégrant des paramètres territoriaux dans la typologie des valeurs, les enquêteurs nous offrent des éléments de réponse. Mais ils soulèvent aussi trois problèmes. Premier problème : les fragmentations des valeurs recourent-elles des fragmentations territoriales ? Il y a, en Ile-de-France, des territoires enclavés, qui sont pourtant plus optimistes que des territoires mieux intégrés. D'autres, parce qu'ils sont plus éloignés, sont nécessairement moins bien desservis et moins bien équipés en services publics et manifestent une inquiétude plus forte. En un sens, on peut dire que ces fragmentations se

3. François Miquet-Marty, *Les Nouvelles passions françaises*, Paris, Michalon, 2013, chap. 1.



recoupe, mais elles se recoupent partiellement. D'où le deuxième problème : l'identification des causes et des conséquences. Les valeurs ne sont-elles qu'un symptôme des déséquilibres territoriaux – et auquel cas, il faut d'abord traiter ces déséquilibres – ou sont-elles l'une des causes des déséquilibres, et auquel cas, il faut traiter la question des valeurs ? On en vient alors au troisième problème : celui de la résolution de ces fractures. Comment s'assurer en effet qu'en continuant à corriger ces déséquilibres, comme nous le faisons avec l'ensemble de nos politiques, on améliore la qualité du vivre-ensemble ?

La réponse doit aussi être modeste : on ne peut pas figer un point de vue dans un autre, trop spatialiser les trajectoires personnelles et les rapports sociaux, ou trop socialiser les différentes territoriales. D'une part, les fractures territoriales sont dynamiques et diverses. Il existe autant des fractures entre Paris et Mitry-Mory ou Conflans-Sainte-Honorine qu'il en existe à l'échelle d'un quartier. A la Défense, on sait bien par exemple que les habitants des Tours Nuages ne sont pas les cadres qui travaillent dans la Tour Total. Et pourtant ils vivent à proximité. D'autre part, les Franciliens sont mobiles. On ne vit pas nécessairement où l'on travaille. On peut déménager plusieurs fois dans sa vie. Mais il n'en reste pas moins que l'on vit quelque part, que l'on s'identifie à un territoire, que l'on en éprouve une certaine fierté, et que l'on ne peut demander à tous les habitants d'être des *global players* de la mondialisation, ou de choisir le mouvement permanent comme mode de vie. En tout état de cause, il faut agir à la fois sur les parcours de vie et sur les conditions de vie.

Dès lors, que signifie aujourd'hui « agir sur les parcours de vie » et « agir sur les conditions de vie » lorsque l'on est de gauche, et plus encore socialiste ? C'est le troisième défi que nous avons à relever : redessiner les valeurs de la gauche. J'ai dit que les tensions qui se cristallisent autour des valeurs devaient être regardées avec modestie. Mais cela ne revient pas à donner un blanc-seing à tous les discours et à placer sur le même plan toutes les valeurs. Accompagner ce mouvement, c'est d'abord mettre en avant les valeurs d'inclusion et condamner fermement les valeurs d'exclusion et parvenir à le concrétiser dans nos politiques publiques. Pour autant, condamner les valeurs d'exclusion, ce n'est pas condamner les gens. Il ne nous est pas interdit d'être optimistes. Nous ne surmonterons ces tensions qu'en portant un discours et une politique d'émancipation. Cette politique d'émancipation doit venir très concrètement corriger les inégalités qui empêchent chacun de choisir librement la vie qu'on entend mener. Elle doit aussi faire confiance aux citoyens dans leur capacité à s'impliquer dans un projet collectif. Il faut donc partir des hommes et



des femmes qui vivent sur un territoire, s'adresser d'abord à eux, et leur redonner une fierté d'appartenance à l'Ile-de-France.

Je crois que l'institution régionale, parce qu'elle n'est ni trop éloignée de ce que vivent des Franciliens ni trop proche de leur vie quotidienne, est la mieux placée pour mener cette politique. Nous partons d'une base solide : nos politiques publiques de long terme commencent aujourd'hui à porter leurs fruits. Elles accompagnent ce mouvement, qui a déjà commencé, même s'il n'est pas toujours suffisamment visible. Mais pour aller plus loin, il faut à la fois faire vivre le compromis et disposer de nouvelles capacités d'agir. Le nouveau projet de loi de décentralisation devrait nous le permettre. Nous sommes donc, je crois, sur la bonne route. Et sur cette route, nous devons faire jouer trois clés : la mobilité, la cohésion et la confiance.

LA CLÉ EST DANS LA MOBILITÉ

Comme le montre bien Jean Viard⁴, nous sommes pleinement entrés dans une société de mobilité : la mobilité est non seulement un besoin, mais elle est aussi devenue un droit.

Soutenir la mobilité dans les transports

Pour les grandes régions mondiales, l'accès aux transports en commun est évidemment une clé déterminante : pour décrocher un emploi, choisir un logement, une école, une université, un lieu pour installer son entreprise. En Ile-de-France, le réseau de transports accueille 8,5 millions de voyageurs par jour. Et dans la région, 44 millions de trajets ont lieu au quotidien, de la marche à pied au RER, en passant par la voiture ou le vélo. Dans les transports en commun, la croissance du trafic a atteint 20 % en dix ans, alors que le réseau a longtemps souffert de sous-investissement chronique. Continuer d'investir dans les transports est donc essentiel, mais n'a d'effet que sur le long terme, alors qu'il existe de véritables urgences face à la mobilité. Dans notre région, certaines lignes bien identifiées sont sous tension aux heures de pointe – les RER, la ligne 13. Certains territoires sont encore enclavés, et les déplacements manquent parfois de fluidité, dès que l'on sort de la zone la plus dense de l'Ile-de-France.

4. Jean Viard, *La France dans le monde qui vient*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2013.



Acte de confiance, la décentralisation a fait beaucoup en matière de transport : depuis que la région est à la tête du Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif), l'Ile-de-France a commencé à rattraper son retard, le réseau est progressivement rénové, le matériel roulant renouvelé, de nouvelles gares et de nouvelles lignes sont ouvertes. Le nouveau Grand Paris, qui nous donne les moyens d'accélérer la rénovation du réseau, en même temps qu'il lance la construction de 200 kilomètres de nouvelles lignes, doit nous permettre, à terme, de mieux répondre aux besoins de mobilité. L'investissement dans les transports est essentiel, et doit donner à voir des progrès tangibles et réguliers qui dépassent de simples enjeux techniques de robustesse ou d'absorption du trafic. Il a bien évidemment des conséquences sociales très directes : en reliant Sarcelles et Saint-Denis par le tramway T5, nous avons désenclavé les deux villes les plus pauvres de France.

Mais pour que chacun puisse également jouir d'un droit à la mobilité, il faut lever d'autres freins. Le premier frein est celui de l'organisation : on ne peut pas agir uniquement sur les transports en commun. Il faut prendre en compte la totalité des modes de transports : voitures personnelles, déplacements doux, auto-partage, etc. La première loi de décentralisation, adoptée en décembre dernier, a ainsi fait du Stif l'autorité organisatrice de toutes les mobilités en Ile-de-France : elle nous permettra de mieux organiser dans le temps et dans l'espace les déplacements des Franciliens.

Le deuxième frein est celui du coût de la mobilité pour les ménages. Si la région s'est engagée sur un Pass Navigo unique, si les régions se sont prononcées pour le TER à un euro, c'est pour faire progresser le droit à la mobilité et le pouvoir d'achat. On pourrait aussi réfléchir à mieux coupler les déplacements voiture/transports, à prolonger l'offre de parkings relais, d'espaces Véligo et d'applis mobiles, qui facilitent les parcours de chacun en Ile-de-France, tout en leur faisant faire des économies.

Mais ne nous y trompons pas : parler de mobilité, ce n'est pas simplement parler de transports. C'est aussi parler de mobilité résidentielle et de mobilité sociale. En Ile-de-France comme ailleurs, cette mobilité résidentielle a des conséquences importantes pour les services publics de proximité : crèches, écoles, transports, etc. Peut-on offrir la même qualité et la même quantité de service sur tout le territoire francilien ? Faut-il, *a contrario*, freiner la mobilité résidentielle, comme le font, parfois certains édiles ? Ni l'un, ni l'autre.



Soutenir la mobilité résidentielle

La mobilité résidentielle est souvent un signe de mobilité sociale pour les familles et la mobilité des habitants, plus généralement, renforce leur accès à l'emploi. Il faut donc à la fois encourager la mobilité résidentielle, en facilitant d'abord l'accès au parc locatif, et construire en priorité là où c'est nécessaire et bien desservi. Pour que nous puissions y parvenir, il fallait lever deux freins qui sont en passe de l'être.

Le premier frein relève de l'organisation de l'action publique dans les territoires. En Ile-de-France, nous disposons d'un outil essentiel – plébiscité par les autres régions de France : le schéma directeur « Ile-de-France 2030 » qui planifie à long terme l'aménagement du territoire. Pour être mis en œuvre, il doit s'appuyer sur les institutions adéquates. C'est la raison pour laquelle, avec Bertrand Delanoë, nous avons plaidé pour une autorité organisatrice du logement, afin de mieux répartir les aides à la construction et de contraindre certaines communes qui ne respectent pas la loi SRU ou rechignent à construire des logements sur leur territoire. C'est le rôle que joueront le nouveau comité régional de l'habitat et de l'hébergement et son bras armé, le schéma régional du logement, en lien avec les acteurs opérationnels comme la métropole du Grand Paris et les intercommunalités de grande couronne.

Le deuxième frein relève de l'accès aux services publics. Puisque l'on ne travaille pas toujours à proximité de là où l'on vit, l'accès aux services publics de proximité devrait être facilité dans d'autres communes et mieux tenir compte de la mobilité des Franciliens. Pourquoi ne pas imaginer, à terme, un pass universel de services, autour du Pass Navigo, qui regrouperait sur une même carte l'ensemble des services de proximité auquel on a droit, et qui pourrait progressivement s'étendre à d'autres intercommunalités, lorsqu'un accord est passé entre elles ? Comme d'autres régions ont couplé leur carte jeune à la carte de transports, cela permettrait, là aussi, de faciliter le partage et le rassemblement des Franciliens. Car la vie quotidienne, lorsqu'elle est mobile, ne s'arrête pas aux frontières administratives. Il faut faire en sorte que la solidarité et les services publics ne s'y arrêtent pas non plus.



Soutenir la mobilité sociale

La troisième mobilité, qui est peut-être la plus importante, est la mobilité sociale. Elle se joue au travail ; mais elle commence à l'école, et parfois même dès la plus petite enfance. Camille Peugny⁵ a bien montré que la formation initiale et la formation tout au long de la vie étaient un outil essentiel de lutte contre le décrochage des classes moyennes et des classes modestes. La nouvelle loi sur la formation professionnelle et l'apprentissage, dont l'examen s'achève au Parlement, doit venir renforcer nos prérogatives en la matière, et c'est une bonne nouvelle, car elle comporte de vraies avancées. Mais l'éducation, de la crèche au lycée, reste morcelée entre les communes, les départements, la région et l'Etat, ce qui implique une parfaite coordination pour la prise en charge individuelle des élèves et des salariés. Il nous faut encore progresser sur ce point. Le service public régionalisé de l'orientation, prévu dans la loi sur la formation professionnelle, devrait le faciliter.

Une part en revient aujourd'hui à l'Etat : elle consiste à mettre davantage d'enseignants et davantage de moyens dans les établissements en zone d'éducation prioritaire, et Vincent Peillon a initié la refondation de l'école en ce sens. Une autre part nous revient. Nous agissons pour améliorer les conditions de vie et d'étude des lycéens, en offrant un cadre de travail et un équipement adapté. Nous nous apprêtons à mettre en œuvre une tarification unique au quotient familial dans les cantines scolaires, pour lever le frein des moyens au suivi en bonne santé de la scolarité. Nous avons investi le champ de l'université pour permettre aux étudiants de travailler dans les meilleures conditions possibles, en finançant notamment la construction de bibliothèques, en soutenant l'emploi et le logement étudiant, et en facilitant la mobilité internationale, pour les étudiants comme les apprentis.

Mais cela ne suffit pas. Nous avons donc mis en place en parallèle des politiques éducatives qui nous permettent d'accompagner chacun dans son parcours de formation. Nous avons par exemple investi le champ de la lutte contre le décrochage scolaire. Et si la loi devait réorganiser les choses en profondeur, il ne serait pas incongru de confier aux régions une large compétence d'éducation, pour que la continuité de la formation soit garantie.

5. Camille Peugny, *Le Destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Paris, La République des Idées-Le Seuil, 2013.



En définitive, notre action future en faveur des mobilités pourrait être celle-ci : permettre à chacun de ne jamais être enfermé dans une situation et un lieu qu'il n'a pas choisis. Parce que c'est dans cet enfermement que naît le ressentiment et, avec lui, la crise des valeurs. Et c'est en ce sens que la crise des valeurs est d'abord un symptôme avant d'être un facteur de tension.

LA CLÉ EST DANS LA COHÉSION

Faciliter les mobilités revient bien évidemment s'occuper des gens, mais aussi, d'une certaine façon, à s'occuper des territoires. Les habitants de l'Ile-de-France ont beau être mobiles, ils n'habitent pas nulle part et le développement des mobilités a des conséquences sur les territoires.

La mobilité va généralement de pair avec la concentration urbaine : c'est la conséquence de la métropolisation. En Ile-de-France, la densité est en moyenne bien plus élevée que dans le reste de la France : elle est de 983 habitants au kilomètre carré et atteint plus de 20 000 habitants dans Paris. Il faut donc nourrir le cœur de l'Ile-de-France et l'ensemble des territoires. C'est un défi que doivent relever toutes les grandes agglomérations mondiales. On ne peut se passer des espaces agricoles, des réserves d'eaux, des espaces forestiers, des plateformes logistiques. Pour en revenir à l'Ile-de-France, comment déconnecter le secteur de Roissy, d'Orly ou de Rungis d'autres pôles, qui se sont progressivement constitués plus loin, en dehors du cœur d'agglomération ? Avec le développement de ce que l'on appelle de façon si laide les « fonctions métropolitaines », une partie des habitants est allée vivre à proximité de ces pôles où ils travaillent, ou au contraire a fui le cœur d'agglomération, parce que le logement y était trop cher. Les entreprises ont fait de même et provoqué parfois des changements en profondeur dans la vie d'un quartier, sans améliorer pour autant la mixité sociale. Que l'on songe à ces nouveaux quartiers d'affaires qui ont attiré des sièges de grandes entreprises grâce au foncier disponible, aux équipements publics et à leur proximité avec Paris : leur implantation a-t-elle toujours profité aux habitants de ce territoire ?



La métropolisation crée ainsi de multiples tensions qui ont pu susciter à leur tour des crispations sur les valeurs. Eric Charmes, Christophe Guilluy et Jacques Lévy⁶ l'ont analysée en proposant une lecture différente. Je ne suis ni géographe ni sociologue, et il ne m'appartient pas de trancher en faveur de l'une ou de l'autre. Mais tous appellent à relever un défi majeur : celui de la cohésion. Il s'agit de tout faire pour ne pas produire des fractures supplémentaires là où il y en a déjà, et de les faire refluer chaque fois que c'est possible. Pour y répondre, il nous faut actionner trois leviers : le développement équilibré de nos territoires ; le développement économique campé sur l'emploi et en prise avec les réalités du terrain ; et la lutte contre les discriminations.

Pour une meilleure cohésion des espaces, rapprocher domicile et travail

Il nous faut d'abord mener un combat contre un héritage : celui de la spécialisation des territoires. En Ile-de-France, elle a présidé à la construction du quartier de la Défense et des villes nouvelles. Elle a eu pour conséquence le développement des migrations pendulaires et un déséquilibre notable entre l'est et l'ouest de la Région. Ce déséquilibre s'est progressivement corrigé, et l'on constate aujourd'hui que les déplacements domicile-travail se font sur de plus courtes distances qu'auparavant.

Il faut rapprocher davantage encore les lieux de domicile et les lieux de travail, en poussant à la création de quartiers mixtes, avec des bureaux et des logements, comme l'ont engagé plusieurs agglomérations françaises. Pour être plus concret encore, la condition de la réussite d'un projet tel que celui de Saclay repose sur notre capacité à protéger les espaces agricoles tout en implantant des logements et des services – il s'agit d'en faire un véritable quartier et non un territoire fonctionnel.

6. Cf. notamment Eric Charmes, *La ville émiétée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris, PUF, coll. « La ville en débat », 2011 ; Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Paris, Bourin Editeur, 2010 ; Jacques Lévy, *Réinventer la France : Trente cartes pour une nouvelle géographie*, Paris, Fayard, 2013. Cf. aussi les deux vagues d'enquêtes sur les nouvelles « fractures françaises » (2013 et 2014), conduites par IPSOS/Steria pour *Le Monde*, France Inter, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès.



Pour un meilleur partage de l'emploi, favoriser la coopération économique

N'en déplaise à certains, le mythe d'une croissance économique fondée sur la spécialisation des territoires est révolu ; mais il est tenace comme en témoigne le Grand Paris de Christian Blanc, qui reposait sur une vision élitiste de l'aménagement du territoire et du développement économique.

C'est pourtant méconnaître une réalité essentielle, qui est la diversité de l'économie francilienne. Elle est à la fois sectorielle et géographique, s'étend de l'industrie aux services en passant par la recherche de pointe et la communication. Le Global Cities Investment Monitor, réalisé chaque année par KPMG pour Paris Ile-de-France Capitale économique⁷, montre bien que l'Ile-de-France est, avec New York, l'une des seules régions au monde à posséder un écosystème aussi riche et diversifié. La Silicon Valley à la française, c'est toute l'Ile-de-France ! Elle continue de fait d'attirer une grande partie des investissements directs étrangers et profite d'un tissu d'entreprises innovantes et créatives. Miser sur la cohésion et sur la coopération entre les territoires, c'est donc miser sur un avantage absolu, et non sur un avantage comparatif. La concurrence économique entre les territoires d'une même région nuit autant à la création de richesses qu'à l'emploi.

La loi de décentralisation en préparation, qui devrait confier la compétence du développement économique aux régions – et notamment les aides directes aux entreprises – peut nous aider à le faire fructifier davantage. Elle nous offrira de nouveaux moyens pour faciliter la coopération entre les entreprises innovantes et la recherche, pour faire grandir un espace d'activités, dans lequel chacun doit pouvoir trouver un emploi ; c'est une opportunité essentielle pour prendre à bras le corps la transition écologique et énergétique, gisement d'emplois d'aujourd'hui autant que perspective d'une vie meilleure pour les générations actuelles et futures.

7. Le Global Cities Investment Monitor est une enquête annuelle auprès des décideurs et des investisseurs internationaux conduite par Paris-Ile-de-France Capitale économique, KPMG et fDI Markets Financial Times Ltd. La 5^e édition est en ligne sur www.greater-paris-investment-agency.com/wp-content/uploads/2014/02/PIDFCE-KPMG-Monitor-Greenfield-Investments-06.02.2014.pdf



Pour faire progresser la cohésion sociale, lutter contre toute forme de discriminations

La métropolisation, et c'est une très grande richesse, fait enfin cohabiter des habitants d'origines et de trajectoires différentes sur un même territoire. Certains s'en inquiètent. L'extrême droite instrumentalise ces inquiétudes, dénonce les « ghettos » et les « communautarismes », les « zones de non-droit » et plébiscitent par amalgame l'homogénéité culturelle sur un territoire. Sur ce point, il faut être ferme et conduire un travail sans relâche de lutte contre les discriminations. Le modèle républicain repose sur un refus d'une quelconque fracture culturelle, au nom de l'égalité entre les citoyens.

Sur ce point, l'Ile-de-France est en avance et doit le rester : comme le montre l'étude, chacun s'y sent davantage reconnu et accueilli qu'ailleurs. C'est un facteur de cohésion et de coopération. Et parce qu'il est un modèle dynamique, le creuset républicain doit aussi savoir emmener l'ensemble des citoyens vers plus d'égalité : c'est le sens d'un combat pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes et une progression de la reconnaissance de chacun. Contre la spécialisation et la fonctionnalisation des territoires, contre le refus de l'autre et le repli sur soi, qui portent des valeurs exclusives, nous devons continuer à mettre en œuvre une politique de cohésion et de coopération territoriale qui sont des valeurs très concrètement inclusives.

VERS PLUS DE COOPÉRATION : POUR UN NOUVEAU SOUFFLE DÉMOCRATIQUE

Mais ces valeurs de coopération et de cohésion ne se jouent pas uniquement au niveau territorial. Elles se jouent aussi entre les gens, dans les sphères de proximité et même au-delà. C'est le résultat de l'individualisation progressive de la société, et l'on se tromperait si l'on en gardait une lecture uniquement négative : ce que montre bien l'étude sur les valeurs des Franciliens, c'est l'extraordinaire vitalité de ces liens de coopération qui se tissent à tous les niveaux et la très grande résilience de la société francilienne face aux mutations qui s'engagent. C'est par le bas que se co-construit la région de demain et qu'il est possible de trouver un nouveau souffle démocratique. Pour en tirer pleinement parti, nous devons surmonter deux difficultés.



D'une part, ces nouvelles formes de solidarité sont de plus en plus informelles. Elles se jouent en dehors des institutions. Comment ne pas voir qu'avec la crise, et le retrait de l'Etat de certains territoires, le lien social qui s'est formé se joue indépendamment de l'action publique ? Les opérations de rénovation urbaine conduites par le gouvernement précédent en ont été l'illustration la plus évidente : on a détruit des barres d'immeubles qu'on a remplacées par des pavillons, sans voir qu'il existait dans les habitats collectifs de vrais réseaux de solidarité de proximité. Les exemples sont nombreux, et très souvent positifs, de la consommation collaborative à la location de sa propre voiture, en passant par l'échange d'informations ou le prêt de livres.

Elles présentent néanmoins une autre difficulté car elles génèrent leur propre part d'exclusion. Tous ne profitent pas de la solidarité familiale ou d'un réseau performant pour monter son entreprise, faire garder ses enfants ou partir en vacances. La région est donc de plus en plus appelée à jouer un rôle de régulateur pour faire vivre et avancer ces liens qui se nouent. Il lui faut mobiliser plusieurs leviers : soutenir la coopération locale, promouvoir la co-construction de la société et créer des symboles d'appartenance commune.

Le premier est déjà bien présent sur les territoires : c'est le levier associatif. Il existe une différence forte entre des associations très structurées, qui emploient des salariés, et des associations plus souples, qui se forment dans les quartiers populaires comme dans les zones périurbaines et rassemblent des bénévoles autour d'un objectif particulier, aux résultats rapidement visibles. Les premières assurent souvent une mission de service public : ce sont les Centres de formation des apprentis (CFA), les mouvements d'éducation populaire, les missions locales, les compagnies théâtrales ou les ONG. Les autres ont un rôle beaucoup plus informel, mais tout aussi important : elles redonnent aux gens de la capacité d'agir, parce qu'elles leur permettent de s'organiser et de rendre visible l'engagement de ses membres. C'est sur elles qu'il faut s'appuyer davantage.

Une certaine droite voit dans cette démarche une politique d'assistanat, voire de clientélisme. Elle la voit aussi parfois comme un moyen pour l'Etat de se désengager. Sur ce point, il faut mener le combat sans biaiser. Dès lors que le soutien aux associations se fait de manière claire et transparente, il est une démarche utile et complémentaire à l'action publique. C'est d'ailleurs l'un des piliers de la réforme de la politique de la ville de



François Lamy⁸. En Ile-de-France, nous avons fait ce pari, en soutenant en toute transparence 3 700 associations⁹.

Dans le même état d'esprit, les jeunes doivent être responsabilisés, écoutés et reconnus. Les budgets participatifs que nous expérimentons dans certains lycées d'Ile-de-France ne sont pas un gadget : c'est un moyen de responsabiliser les lycéens, de les impliquer dans un projet, de les aider à s'investir dans un collectif. Ce sont autant de moyens qui améliorent la vie quotidienne des élèves, en leur redonnant confiance en eux-mêmes, dans un système scolaire parfois trop rigide et hiérarchique.

En offrant enfin un lieu de rencontre et de travail collaboratif comme les espaces de coworking ou en soutenant les incubateurs, nous créons les conditions pour que ceux qui le souhaitent puissent travailler ensemble à produire du savoir ou des richesses. C'est aussi en dehors des circuits institutionnalisés que se crée de la valeur, fiduciaire et symbolique.

Faire confiance aux habitants est la meilleure façon de faire en sorte qu'ils fassent confiance aux élus en retour. Mais comme l'expliquent très bien Michel Kokoreff et Didier Lapeyronie¹⁰, favoriser la coopération locale ne se fait pas sans conflits. Avec les acteurs institutionnels comme avec d'autres collectifs. Le conflit est la conséquence logique d'un engagement collectif, et il est plutôt sain. Mais pour qu'il produise du sens, les parties prenantes ont besoin d'un lieu de discussion, un lieu d'arbitrage et un lieu de régulation. C'est la vocation de la modernisation de l'action publique que de le permettre.

Il ne s'agit pas d'organiser d'en haut de la consultation ou du débat public, mais d'impliquer les citoyens à chaque étape de la réalisation des politiques publiques, de la conception à l'évaluation. En Ile-de-France, nous avons fait le choix, par exemple, d'associer les corps intermédiaires dans des états généraux de la conversion écologique et sociale, qui a porté ses fruits : création de la haute qualité sociale, mise en place d'une nouvelle politique de soutien aux filières, pour ne citer que ceux-là. Dans ce contexte, le rôle de l'assemblée régionale est d'être le dernier lieu d'arbitrage et de régulation, qui fixe les règles et les critères.

8. François Lamy, « Revitaliser la démocratie par l'engagement des citoyens dans la politique de la ville », *Libération*, 13 février 2014.

9. Les subventions versées aux associations sont consultables sur le site <http://data.iledefrance.fr/explore/>

10. Michel Kokoreff et Didier Lapeyronie, *Refaire la Cité, Paris*, La République des Idées-Le Seuil, 2013.



Mais pour que l'arbitrage et la régulation soient pleinement reconnus, il est indispensable de simplifier l'accès à l'information. En amont, il s'agit de créer plus largement les conditions d'un vrai débat public. En complément de l'action de concertation menée sous l'égide des instances nationales du débat public, des plateformes de débat public se mettent progressivement en place. En Ile-de-France, nous ne sommes d'ailleurs pas en reste ; mais pourquoi ne pas même aller plus loin, comme le fait le Sénat américain, et mettre en ligne les projets de délibération, pour permettre à tous les citoyens de proposer des modifications et d'interagir avec les élus et l'administration, et rendre les choix plus lisibles ?

En aval, il s'agit d'ouvrir largement les données publiques, pour donner à chacun une meilleure compréhension de l'action publique. *L'open data* est un moyen moderne de renforcer le pouvoir d'évaluation dont disposent les citoyens à l'égard des projets conduits par l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises.

Impliquer les citoyens, s'adapter à leurs besoins est une chose. L'écoute directe, l'empathie, la confiance sont indispensables. Elle ne saurait se passer du sentiment d'un destin commun, qui est une condition essentielle du vivre-ensemble : c'est la chair de l'action publique au quotidien. Qu'est-ce qui fait de nous, aujourd'hui, des Franciliens ? La première carte d'identité francilienne, c'est le Pass Navigo. C'est tout un symbole. S'engager, comme nous l'avons fait, en faveur d'un pass unique, c'est offrir à chacun un outil d'identité francilienne, le même, au même prix, pour tous, dans la poche. En devenant pass universel de services, carte d'étudiant, etc., il devient un outil de solidarité, un outil commun de partage du patrimoine public. Faire de l'objet de la mobilité par excellence un outil de fierté, de cohésion et de coopération, c'est une façon parmi d'autres de réconcilier les Franciliens avec eux-mêmes et avec les autres.

LES LISIÈRES PLUTÔT QUE LES FRONTIÈRES

Toutes les sociétés européennes sont aujourd'hui traversées par des conflits autour des valeurs. Parce que les valeurs sont des représentations du monde qui s'opposent, parce qu'elles reflètent des normes et des priorités que l'on voudrait voir partagées par d'autres. Le risque majeur qui s'offre à nous aujourd'hui, c'est leur fragmentation. Les typologies analysées par Guénaëlle Gault nous montrent que des systèmes de valeurs s'opposent, et



parfois même s'éloignent les unes des autres, et qu'elles semblent manquer d'un creuset central dans lequel elles peuvent s'affronter ou se réconcilier.

Mais, et c'est un point important, les typologies sont des objets statistiques, et pas toujours, pas nécessairement, des communautés de pensée ou de destin. Elles ont besoin d'être confrontées au réel. Elles sont le reflet partiel de fractures, individuelles et territoriales. Ces fractures sont le dégât collatéral d'une mondialisation qui produit des inclus, mais aussi des exclus, qui offre de nouvelles opportunités, mais aussi de nouvelles difficultés. Elles ont été exacerbées par une forme de « pensée unique », qui a vu dans l'individualisation progressive de la société une opportunité de promouvoir la concurrence de chacun contre chacun, qu'elle a pensé pouvoir réguler avec une action publique fondée sur l'ordre et la sécurité. Elle n'a pas vu que la concurrence ne suffisait pas à créer de la dynamique dans une société, qu'elle avait des conséquences parfois désastreuses, et que la sécurité ne suffisait pas à créer de la cohésion.

A l'inverse, comme le disait Jean Jaurès, il ne s'agit pas de rejouer le conflit de l'individu contre le collectif : l'émancipation de chacun, l'autonomie des citoyens, le progrès de leur niveau d'éducation, qui leur donne envie de participer eux-mêmes à la construction de la société, sont un progrès. Nous nous sommes parfois enfermés dans une vision statique du monde et de ses habitants et avons fait de l'action publique un moyen d'offrir de la stabilité. Nous regardons alors la lutte contre les fractures territoriales et les tensions entre systèmes de valeurs comme une guerre de position, une guerre de tranchées. Mais c'est ne pas croire en l'homme que de penser qu'il ne peut pas changer et qu'il n'est pas capable de changer le territoire dans lequel il vit. Notre rôle est précisément de l'organiser. Et je reste convaincu que la région est le bon échelon pour le faire.

Pour renouer les liens entre les territoires, entre les citoyens, il faut faire de ces fractures des lisières : améliorer le quotidien des habitants, leur redonner les moyens d'être mobiles, dans tous les sens du terme, en s'assurant qu'ils ne le soient pas au détriment des autres, construire de la cohésion et faire confiance. Encore et toujours faire confiance.